
YASSER ARAFAT

Quelques jalons sur la route de Jérusalem

Nadia Benjelloun-Ollivier

Qui est l'homme au Keffieh, pistolet à la ceinture qui galvanise les foules, donne l'accolade à Nelson Mandela et Saddam Hussein, pleure en direct à la télévision en apprenant la mort d'un proche, stigmatise l'ennemi, prend des positions politiques qu'il n'explique pas? Qu'y a-t-il derrière ce regard pétillant ou triste, tendre ou dur, derrière ce sourire quasiment immuable qu'il présente aux caméras? On l'aime ou on le déteste; il attire ou révulse; il suscite respect et admiration ou déclenche mépris et répulsion; un jour au pinacle, l'autre décrié, Arafat ne laisse pas indifférent.

Les sentiments qu'il inspire, sans demi-mesure, s'expliquent par l'image que les médias véhiculent depuis trente ans: celle d'un homme mystérieux et paradoxal. Ils s'expliquent surtout par une méconnaissance de l'opinion publique, le monde entier connaît son visage mais son caractère reste une énigme que les apparences ne contribuent pas à élucider.

En fait, qui peut prétendre bien connaître Yasser Arafat? Peu de gens en vérité, une poignée d'amis pour la plupart disparus, quelques proches. Ceux qui veulent comprendre doivent réunir les pièces du puzzle abandonner les idées reçues, l'observer et l'écouter avec attention. Alors, au-delà de la gestuelle, un homme de chair et de sang apparaît, moins simple que ne le voudraient les figures de rhétorique, moins complexe que ne le croient les tenants d'une géopolitique machiavélique. L'homme d'un seul dessein, qui souhaite être dans l'histoire le libérateur de la Palestine et dont la montre, comme les battements de son coeur, est à l'heure de Jérusalem, où qu'il se trouve dans le monde.

Seule la conscience de ce but, en vue duquel toute sa vie est orchestrée, sa volonté tendue, sa force et son opiniâtreté mobilisées, permet de dépasser les nombreux paradoxes, réels ou apparents, écrans de fumée qui rendent la compréhension du personnage malaisée.

Un politique habillé en militaire, un autocrate soucieux de démocratie, un musulman pratiquant voulant instaurer un Etat laïc, un homme de compromis et de négociation d'une rare exigence personnelle, qui ne connaît du monde que les avions et les lieux de passage mais comprend les êtres mieux que quiconque, un ascète qui ne boit ni ne fume, qui dort et mange peu, mais est toujours en forme, un physique ingrat transcendé par la profondeur du regard, un homme d'action plus que de réflexion, un impulsif qui sait attendre, un caractère secret et un comportement expansif, un chef adulé et craint par son entourage, un "phénomène" médiatique qui ne dit aux journalistes que ce qu'il veut bien dire. Un leader non dénué d'ambition personnelle, mais qui peut, le cas échéant, la sacrifier à l'ambition nationale, un combattant et un politique au parcours marqué d'échecs cuisants, de succès éclatants et surtout de spectaculaires rétablissements, Yasser Arafat, dont le charisme au-delà des fluctuations reste incontestable, est tout cela à la fois. Peut-être parce que son histoire personnelle ne se dissocie pas de la longue histoire de sa terre natale.

1967. Après la guerre des Six Jours, cuisante défaite arabe, Arafat se rend clandestinement dans les territoires qui viennent d'être occupés. Le plus souvent déguisé, comme il le sera quand il reviendra à Tripoli en 1983, il essaie d'organiser un embryon de résistance. Perçu comme l'homme de l'extérieur et fréquemment accusé de négliger "l'intérieur" et sa population, il est fier de cette courte période où son "sixième sens" lui permet de déjouer la vigilance israélienne à maintes reprises. Racontant cet épisode de sa vie, il montre sur la grande carte de Jérusalem qui tapisse son bureau de Tunis, la Porte de Marrakech où habitait sa tante. Souvenir, émotion, l'intimité s'insinue dans le discours, parenthèse vite refermée pour parler de sa "baraka", cette chance qui lui a permis d'échapper à tant d'attentats, à la véritable chasse à l'homme dont il fut sujet à Beyrouth en 1982, au bombardement Israélien de 1985 sur Hammam Chatt alors Q.G. de l'OLP près de Tunis, ou de sortir indemne de l'accident d'avion de 1992 en Libye. Arafat tient à cette période mal connue de son histoire car depuis il n'a plus vu Jérusalem qu'à la télévision. En spectateur.

Octobre 1991: celui qui est depuis trois ans président de l'Etat de Palestine est, cette fois encore, spectateur. Une cérémonie a lieu à Madrid, l'événement historique de la conférence de la paix, qui sans ses efforts — pour la partie palestinienne — ne pourrait se tenir aujourd'hui. Mais officiellement, l'OLP n'y participe pas, surtout pas son chef. L'homme en est sûrement affecté mais seul le but compte, pas les moyens, ni les apparences. Il fait bonne figure car lui sait et cela suffit.

1970: "*Arafat terroriste*"; le slogan parcourt le monde entier. Zarka, Munich et bien d'autres prises d'otages ou détournements d'avions; le FPLP a inventé le terrorisme international et "exporté" sa cause de façon parfois sanglante. "Septembre noir": le Fatah même est mis en cause, Abou Iyad, le plus proche compagnon d'Arafat avec Abou Jihad est soupçonné de le diriger. Le chef de l'OLP laisse dire et faire. Aurait-il voulu empêcher le phénomène sans pouvoir le maîtriser ou pensait-il, lui aussi, que c'était la seule façon de faire connaître au monde la cause palestinienne? Les deux explications sont vraisemblables et complémentaires. Mais les conséquences seront lourdes. L'image terroriste collera à la peau d'Arafat pendant plus de trente ans sans qu'il veuille jamais s'expliquer à ce sujet. Il n'est pas homme à reconnaître ses erreurs, voulues ou subies, ni à justifier ses choix. Lawrence d'Arabie aurait probablement vu là le reflet de l'orgueil oriental. Bataille de mots: ce que les uns appellent terrorisme est nommé résistance par les autres. Jusqu'en 1988, dans le superbe discours écrit par celui qu'Arafat appelle "*le poète des princes et le prince des poètes*", Mahmoud Darwish, où il dénonce le terrorisme, on s'en tiendra là.

Novembre 1974: Arafat aux Nations Unies. Le revolver et le rameau d'olivier. Alors que les manifestants sionistes brandissent des pancartes sur lesquelles sont inscrites ces mots "*Arafat, go home*", celui-ci répond avec un humour qu'il pratique peu: "*C'est justement pour cela que je suis ici*". Il est au faîte de sa notoriété, le virage modéré est amorcé, la longue route qui devrait mener à l'Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza seulement commence. Dans les Territoires occupés, c'est la liesse. Pourtant Arafat est toujours en exil, installé au Liban depuis septembre 1970, tout en sillonnant, comme il le fera toute sa vie, le monde entier.

Été 1982: Beyrouth sous les bombes pendant trois mois. Un siège de 90 jours au terme duquel les Palestiniens devront capituler. Arafat et ses proches sont traqués. Pourtant, comme à Tripoli un an plus tard, le chef de l'OLP est dans son élément; loin d'être abattu, il est volubile, conscient du danger sans le laisser paraître, à l'aise comme il l'a toujours été dans les situations d'exception. Même sur le bateau qui va l'éloigner encore un peu plus, mais géographiquement seulement, de la Palestine, le courage ne l'abandonne pas. Il dira seulement a posteriori: "*J'aurais voulu que Beyrouth soit une ville palestinienne pour ne pas être obligé de la quitter*". Une phrase qui en dit long.

9 décembre 1987: l'Intifada éclate à l'intérieur. Enfin l'OLP, mouvement de libération nationale atypique se "banalise". Enfin, c'est sur le sol national que se porte l'empoignade israélo-palestinienne. Sauf que les armes palestiniennes sont des pierres, brandies par des enfants puis des adultes et même des vieillards comme si la Palestine était devenue un immense bras jetant des pierres à des soldats armés. La répression israélienne est graduelle mais impitoyable: balles en caoutchouc, bastonnades qui brisent les os, tirs à balles réelles. Pourtant,

le mouvement continue, d'une ampleur et d'une durée sans égal. La renommée de l'Intifada franchit les frontières et devient un symbole aussi fort que le keffieh. Arafat et ses lieutenants sont en liaison permanente avec l'intérieur. Un tournant décisif a eu lieu; désormais le statu quo ne pourra durer, maintenant le temps joue pour leur camp et l'ennemi pris à son propre piège, notamment celui des fameuses colonies de peuplement qui ont, par le fait de la proximité, exaspéré les tensions. De Tunis, le chef de l'OLP suit minutieusement l'évolution et l'impuissance israélienne à contenir le soulèvement, tandis que l'image de l'Etat hébreu se ternit.

15 novembre 1988: A la réunion du Conseil national palestinien d'Alger, Arafat proclame la création d'un Etat palestinien indépendant. L'OLP avait déjà un drapeau, la Palestine a maintenant une constitution, un hymne, un président. Mais toujours pas de terre. Moment d'intense émotion, les larmes coulent dans le silence solennel puis dans l'éclatement de joie. Pour Arafat, c'est le début du "dernier quart d'heure". Son moral est au plus haut: un dialogue avec les Américains commence, pour quelques mois seulement, interrompu par l'attentat commis par Aboul Abbas, juste avant la guerre du Golfe.

Août 1990: Saddam Hussein envahit le Koweït. C'est la crise du Golfe. Arafat tente de nombreuses médiations et échoue. La population palestinienne, celle-là même qui connaît la nature du régime irakien l'oublie. Le président laïc qui maintenant prie en s'inclinant devant le Tigre devient le "héros" qui ose braver les Américains, intervenus immédiatement et massivement pour défendre les envahis, faire respecter le droit international et surtout leurs propres intérêts stratégiques et commerciaux. Arafat ne condamne pas l'invasion et se trouve mis au ban de la communauté internationale alors que les Palestiniens du Koweït doivent s'exiler et que l'Arabie Saoudite arrête toute aide financière. Lorsque l'opération "Tempête du Désert" éclate, Arafat est contesté, isolé, considéré par l'opinion publique occidentale comme un "suppôt" de Saddam. Une nouvelle épreuve, personnelle, l'atteint gravement. Son meilleur ami Abou Iyad, le numéro deux de l'OLP, est assassiné par des hommes d'Abou Nidal. Tandis qu'au Moyen Orient c'est le feu des bombes, à Tunis c'est la désolation. Arafat porte lui-même le cercueil avec trois de ses compagnons. Une perte de même nature l'avait déjà blessé: celle d'Abou Jihad, chef des armées, assassiné par le Mossad le 16 avril 1988. Désormais, il est bien seul. Qui reste-t-il parmi les fidèles? Peu d'hommes de qualité à vrai dire. En l'absence de contrepoids, sa tendance à la centralisation s'en trouvera accrue. Interrogé sur cette position de tous les dangers, Arafat ne s'expliquera pas plus que sur d'autres choix, aussi contestables mais aux conséquences moins lourdes. A posteriori, il me répondra qu'il aurait pu, certes, adopter une troisième voie, consistant à reconnaître toutes les résolutions des Nations Unies sauf la 678 autorisant le recours à la

force. Il ne l'a pas fait, blessé par le parti pris anti-palestinien des Américains et incapable de contredire sa base.

Néanmoins, c'est de la guerre du Golfe qu'est né le processus de Madrid. L'Occident s'est engagé à faire respecter le droit international dans le conflit israélo-arabe comme il l'a fait pour celui du Golfe et James Baker commence des navettes qui aboutiront au processus de Washington.

1991-1992: Même si l'OLP est niée dans sa représentativité, Arafat accepte les règles dictées par les Américains et les Israéliens, et le dialogue s'engage. Bientôt, il sera qualifié de "processus Pénélope" par les Palestiniens, lorsqu'après neuf voyages à Washington et l'arrivée au pouvoir de Bill Clinton, la délégation reviendra les mains vides. Dans les Territoires occupés, l'Intifada s'essouffle. Arafat perd de sa crédibilité et les négociations de leur légitimité. Hamas en recueille les fruits et les meurtres au couteau commencent. Le "vieux" se dit pour la première fois découragé, incertain de revoir jamais la Palestine. Une fois de plus, c'est le creux de la vague. D'autant plus profond que l'espoir était grand.

Des désaccords entre Tunis et les chefs de la délégation apparaissent, c'est la crise ouverte. Les négociateurs veulent rompre, exaspérés par les attermoissements israéliens. Crise du leadership, crise financière, crise politique. Cette dernière est-elle réelle ou feinte?

Août 1993: La réponse éclate comme un coup de tonnerre. Un accord va être signé entre Israéliens et OLP, après quatre mois de négociations secrètes à Oslo entre les deux parties seulement. Les Américains ont été informés mais non partie prenante. La surprise est générale. En quelques jours, Arafat impose l'accord malgré des contestations aussi fortes que multiples: celles de Hamas sur le terrain, celle de certains négociateurs notamment du plus éminent d'entre eux, leur chef Haydar Abdel Chafi, celle des membres mêmes du Comité central de l'OLP tenus à l'écart du projet et qui jugent le procédé anti-démocratique. Une reconnaissance mutuelle est échangée entre Israël et l'OLP. C'est le choix du risque, plus grand du côté d'Arafat que de celui de Rabin.

13 septembre 1993: Signature de l'accord à Washington entre Abou Mazen et Shimon Pérès, leurs artisans, en présence de Rabin et d'Arafat dont la poignée de main arrachée par ce dernier restera dans toutes les mémoires. Arafat a l'air impassible et prononce un discours tourné vers l'avenir. Adieu lyrisme, désormais le réalisme est de rigueur. Le chef de l'OLP est vivement critiqué par les siens. Sur le fond par ceux qui craignent désormais un attentisme israélien; sur la forme par ceux qui ne peuvent admettre la façon dont l'accord a été imposé, sans qu'ils aient été consultés et sans qu'ils aient pu s'exprimer.

Octobre 1993: Arafat en visite officielle à Paris, reçu en chef d'Etat. Les politiques se pressent pour voir le "terroriste" devenu aujourd'hui "l'homme de la paix". La roue tourne. Mais le processus ne fait que

commencer, Arafat rayonne mais en est conscient. Le "dernier quart d'heure" sera sans doute plus long que prévu et le chemin qui mène à Jérusalem incertain. Cela importe. Mais il a la foi et continue, seulement un peu plus fébrile, encore plus insaisissable, toujours plus pressé avant la prochaine échéance, celle du 13 décembre, date prévue pour l'entrée en vigueur de l'autonomie de Gaza et de Jéricho.

Lorsqu'au terme de deux années de rencontres, j'ai posé la dernière question d'une longue série d'entretiens avec Arafat, sa dernière phrase a été: "*Rendez-vous à Jérusalem*".

Ce ne sera pas Jérusalem, mais Jéricho. Jéricho d'abord, comme le veulent les termes de l'accord. Pour l'instant, pense-t-il.

Nadia Benjelloun-Ollivier est l'auteur de:

— *La Palestine, un enjeu, des stratégies, un destin*, Paris, Presses FNSP, 1984.

— *Yasser Arafat, la question palestinienne*, Paris, Fayard, 1991.